

CABLOGRAMME EN DATE DU 15 MAI, ADRESSE AU
PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES D'EGYPTE

Le Gouvernement royal égyptien déclare, au moment où le mandat britannique en Palestine a pris fin, que les forces armées égyptiennes ont commencé à pénétrer en Palestine pour y faire régner la sécurité et l'ordre public à la place du chaos et du désordre existants, qui laissaient le pays à la merci de bandes terroristes sionistes; ces bandes ne cessaient d'attaquer les paisibles habitants arabes à l'aide des armes et du matériel qu'elles avaient amassé à cette fin. Ces bandes sionistes ont perpétré des crimes horribles, qui répugnent à la conscience de l'humanité. Des femmes arabes ont été violées, des femmes enceintes éventrées, des enfants tués devant les yeux de leur mère et des prisonniers torturés, puis brutalement assassinés. Ces crimes commis en Palestine sont la preuve certaine que les sionistes poursuivent exactement la même politique de persécution, de torture et de meurtre que les nazis avaient adoptée en Allemagne et qui a conduit les pays démocratiques à établir des tribunaux pour juger les criminels de guerre nazis à cause de leurs crimes contre l'humanité. Devant ces crimes brutaux commis contre l'humanité dans un pays limitrophe, commis contre les Arabes de Palestine fortement et étroitement liés aux populations des Etats arabes avoisinants, le Gouvernement royal égyptien ne saurait rester inactif. Il estime de son devoir sacré, en tant que gouvernement d'un Etat arabe et en tant que nation civilisée, d'intervenir en Palestine en vue de mettre fin aux massacres qui y font rage et de faire respecter la loi et les principes que reconnaissent les Nations Unies. Le Gouvernement royal égyptien tient à affirmer que son intervention armée en Palestine n'est pas dirigée contre les Juifs de Palestine, mais contre les bandes terroristes sionistes. et que cette intervention n'a pas d'autre objet que de rétablir la sécurité et l'ordre public en Palestine, notamment après l'expiration du mandat britannique et jusqu'à ce qu'on parvienne à une solution juste et équitable.

